



L'Union européenne vue de Russie

Roman Volkov

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2019/2 Été , PAGES 143 À 156

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300027

DOI 10.3917/pe.192.0143

Date de mise en ligne : 05/06/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-143?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-143?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



L'Union européenne vue de Russie

Par **Roman Volkov**

Roman Volkov, docteur en science politique, est chercheur associé à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM) de l'université de Bordeaux.

La crise entre l'Union européenne et son voisin russe s'approfondit depuis l'annexion de la Crimée, et nulle solution ne semble annoncer une amélioration de la compréhension mutuelle. Les deux parties ne voient manifestement pas le monde et ses problèmes de la même manière. On essaie ici de reconstituer le schéma narratif russe sur le monde post-guerre froide, de déconstruire la vision russe de l'UE, pour mieux comprendre la nature des divergences et leurs vrais enjeux.

politique étrangère

Les relations entre l'Union européenne (UE) et la Russie sont en crise, une crise qui ne cesse de s'approfondir depuis l'annexion de la Crimée et le conflit du Donbass ukrainien. Ces relations pâtiennent également des conflits dans la sphère informationnelle, les deux parties s'accusant mutuellement de désinformation à destination de leurs opinions publiques. Les intentions russes sont désormais réputées hostiles vis-à-vis de l'Union européenne dans le cadre des menaces dites «hybrides¹».

Selon le rapport conjoint des experts russes du Conseil russe des Affaires étrangères (RIAC), et européens de l'EUREN (Europe-Russia Expert Network), le seul point commun aux deux parties est le caractère diamétralement opposé de leurs interprétations de la crise actuelle : «Les deux parties s'accusent mutuellement d'étendre leurs influences respectives dans les régions frontalières, et refusent catégoriquement d'entendre les accusations qui leur sont adressées ; [...] aussi bien l'UE que la Russie considèrent que la seule garantie de la sécurité et de la stabilité de la région serait un changement radical de la politique de l'autre².»

1. L. Lagneau, «Un rapport suggère que la clause de défense collective de l'OTAN prenne en compte les "menaces hybrides"», Opex360, 28 mai 2018, disponible sur : <www.opex360.com>.

2. Z. Fisher et I. Timofeev, «Coopération sélective entre l'UE et la Russie», RSMD/EU Department to Russia, octobre 2018, p. 6.

On assiste dès lors à l'émergence de deux schémas narratifs s'excluant mutuellement. Si l'UE traque les origines de la crise dans le conflit ukrainien et l'annexion de la Crimée, le point de vue russe remonte à des antagonismes antérieurs. Du point de vue des chancelleries européennes, le comportement russe vise à nuire à l'Union européenne. Une approche interrogeant la vision russe de l'UE permettrait sans doute d'analyser différemment la stratégie poursuivie par Moscou vis-à-vis de Bruxelles.

Le schéma narratif russe sur les relations internationales post-guerre froide

Les espoirs russes de coopération avec l'UE

Pour comprendre la manière dont la Russie envisageait sa coopération avec l'Union européenne à la fin de la guerre froide, il faut revenir sur la vision qu'avait alors Moscou du monde et de la place qu'elle espérait y tenir. À la chute de l'URSS cette vision privilégiait la conception d'un monde multipolaire. C'est à l'ancien ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre sous Boris Eltsine, Evgueni Primakov, que l'on doit la diffusion de cette doctrine. Opposée à un monde unipolaire dominé par un *hegemon*, et à un monde bipolaire pris dans l'étau de deux puissances dominantes, la vision multipolaire suppose une pluralité de pôles régionaux, dont les puissances s'équilibrent, et font émerger une vision partagée du monde et des relations internationales.

Ainsi l'espoir russe d'une coopération avec l'Union européenne, et avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), était-il fondé sur la prise en compte d'intérêts réciproques et souverains, ainsi que sur un dialogue d'égal à égal à partir de rapports entre puissances. Une vision souverainiste des relations internationales correspondant à une logique néowestphalienne³ que Vladimir Poutine intégrera pleinement dans la doctrine de politique étrangère russe.

Au début des années 1990, les Russes militent pour un remplacement des institutions apparaissant comme des legs de la guerre froide, par des institutions tournées vers l'avenir, autour de l'Union européenne et la nouvelle Russie. Ils voient alors dans l'OTAN une institution dépassée par la nouvelle réalité stratégique, où la confrontation entre les deux blocs a fait place à une Russie post-soviétique désireuse de dialoguer avec les institutions occidentales. Dans cette logique, l'OSCE est alors considérée comme

3. J.-R. Raviot, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », *Hérodote*, n° 166, 2017, p. 9-22.

un espace privilégié d'échange entre la Russie et l'UE sur les questions de sécurité et de défense concernant le continent. La Russie considère appartenir à la civilisation européenne, et aspire, à ce titre, à se joindre au projet européen. Dès les années 2000, Vladimir Poutine affirme la primauté européenne dans la stratégie russe, et se prononce en faveur d'une « Grande Europe de Lisbonne à Vladivostok ».

L'UE ne manifeste que peu d'enthousiasme devant ces propositions, emportée dans une dynamique d'expansion où démocratie libérale et économie de marché – dont elle se veut figure de proue – sont universellement saluées. La Russie, si elle refuse de participer à une Politique européenne de voisinage qui suppose que ses participants tendent vers l'idéal européen, consent à « devenir plus européenne, à condition que l'UE devienne plus russe⁴ ». Sa coopération avec l'UE en reste dans les faits à l'adoption de feuilles de routes sur des « espaces communs », sur quatre grands axes : justice, liberté, sécurité et éducation – en substance des coquilles vides. Le projet européen s'inscrivait quant à lui dans une vision parfois qualifiée de post-moderne⁵, misant sur une négociation et une régulation concertée prenant en compte les intérêts des moins puissants dans un cadre multilatéral. En mettant en avant « la norme sans la force⁶ », l'Union européenne n'envisageait tout simplement pas sa relation avec la Russie sous forme d'un dialogue d'égal à égal, de puissance à puissance.

Le tournant réaliste de Poutine II

En 2007, à la conférence de Munich sur la sécurité, Vladimir Poutine axait son discours autour d'une critique du modèle unipolaire d'un monde dominé par Washington, et de la démarche d'États-Unis qui, dans les « domaines politique, économique, voire en matière d'aide au développement, sous les auspices du caractère humanitaire de la mission, imposent leur système de valeurs au reste du monde »⁷.

Le président russe visait d'abord le caractère « unilatéral » de certaines décisions américaines, négligeant l'avis de la communauté internationale : intervention de l'OTAN en Yougoslavie de 1999, retrait du traité *Anti-Ballistic Missile* (ABM), invasion de l'Irak en 2003... Poutine fustigeait aussi la politique de défense américaine, toujours dominante dans

4. A. Kortunov, « Les sept fantômes de la politique russe vis-à-vis de l'UE », Russian International Affairs Council, 7 avril 2016, disponible sur : <<https://russiancouncil.ru>>.

5. R. Cooper, *The Postmodern State and the World Order*, Londres, Demos, 1996.

6. Z. Laidi, *La Norme sans la force*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

7. Cf. discours de Vladimir Poutine à la conférence de Munich en 2007.

l'alliance euro-atlantique, en dénonçant l'expansion de l'OTAN en dépit des promesses de non-élargissement au-delà des quatre États ayant rejoint l'Alliance en 1999. Et dans le fil de cette critique, l'OSCE dans laquelle la Russie plaçait beaucoup d'espoirs, n'était désormais plus vue que comme un instrument largement dépendant de l'OTAN, et donc répondant d'abord aux intérêts américains.

Alors que l'administration russe commence à questionner l'universalité de l'ordre libéral⁸ en constatant la part obscure d'une globalisation sans limites⁹, elle voit l'approche de l'UE et de ses institutions connexes comme la volonté d'imposer cet ordre coûte que coûte, et de convertir définitivement l'ancien bloc de l'Est aux valeurs occidentales. Ainsi les révolutions « de couleur » (Géorgie 2003, Ukraine 2004) sont-

Questionner l'universalité de l'ordre libéral

elles analysées par le discours officiel russe comme des émanations d'une politique de subversion occidentale, appuyée sur l'extension militaire de l'OTAN et politico-économique de l'UE, avec pour objectif d'encercler la Russie et d'amoindrir son influence dans l'ex-aire soviétique. L'approche russe, résumée devant la conférence de Munich, privilégie la « défense des intérêts nationaux », et d'abord la souveraineté nationale et la capacité de défense de la Russie : la déstabilisation de l'espace postsoviétique ne peut donc que représenter une menace de sécurité.

Le conflit géorgien de l'été 2008 représente ainsi aux yeux des Russes l'aboutissement de la politique expansionniste occidentale, qui se traduit par la déstabilisation politique, *via* l'agitation d'un spectre politique hostile à la Russie dans ses régions frontalières, dans le cadre du Partenariat oriental et de l'expansion de l'OTAN vers l'est. La menace identifiée à Moscou est donc double : d'une part le volet harmonisation des normes et lois nationales avec celles de l'UE, que promeut le Partenariat oriental, elles imposent une dépendance directe vis-à-vis de l'UE en la matière sans que les intérêts russes soient pris en compte ; d'autre part, l'expansion de l'OTAN remet en cause les capacités de défense russes, et menace donc directement sa souveraineté.

Le discours russe post-2007 sur les institutions européennes les accuse de partialité, de soutenir les mouvements politiques « pro-européens » et

8. D. Trenin, « Un regard prospectif cinq ans en avant. Que doit attendre l'Ouest de la Russie ? », Carnegie Moscow Center, 4 avril 2018, disponible sur : <<https://carnegie.ru>>.

9. A. Kortunov, « Conférence d'Andrey Kortunov : La Russie et l'UE ont-elles un avenir en commun ? », Conférence RSMD, 17 septembre 2018, disponible sur : <<https://russiancouncil.ru>>.

de fustiger les candidats favorables à une coopération avec Moscou¹⁰. Cette dernière accuse donc les institutions européennes d'incarner ce que Robert Cooper¹¹ identifie comme un « libéralisme impérial » – qui, contrairement à son pendant américain « l'impérialisme libéral », ne pratique pas l'interventionnisme direct, mais privilégie l'influence indirecte pour promouvoir ses intérêts contre ceux de la Russie. C'est là la fin de l'eurocentrisme russe, et le début d'une distanciation vis-à-vis de l'UE. La conditionnalité démocratique imposée par l'UE n'est plus considérée comme une priorité face à la « spécificité russe ».

Le pragmatisme russe face à l'idéalisme européen

Pour le narratif russe, le discours de l'Union européenne sur le respect des droits de l'homme et la primauté de l'état de droit sert avant tout à déstabiliser, puis à renverser des régimes hostiles. Pour Moscou, l'idéalisme européen ne fait qu'accentuer les oppositions entre pro-européens et pro-russes dans les zones dites aujourd'hui « territoires contestés ». L'UE refusant de voir le monde à travers la grille de lecture des rapports de puissance, elle ignore les craintes russes dans le domaine sécuritaire. Et cette ignorance constitue, pour la Russie, un des éléments conduisant à l'instabilité politique dans l'espace postsoviétique¹².

Dans ce contexte, les Russes se proposent en 2009 de développer leur propre projet d'intégration, autour de l'Union douanière eurasiatique (2010), qui aboutit en 2014 à la création de l'Union économique eurasiatique (UEE¹³). Interprétée par l'Union européenne comme une tentative de faire revivre l'Union soviétique, cette alliance répond aux yeux de Moscou à la nécessité d'intégrer des États incapables, pour l'heure, d'absorber l'acquis communautaire européen sans dommage pour leur stabilité. Cette union répondrait donc avant tout à une convergence d'intérêts économiques en Asie centrale, indépendamment de la nature politique des régimes de ces États.

C'est sur fond de tension entre ces deux projets d'intégration qu'émerge le conflit ukrainien. La narration russe des événements d'Ukraine se

10. I. Bolgova, « Les politiques de l'Union européenne et de la Russie dans l'espace postsoviétique : un voisinage concurrentiel », Russian International Affairs Council (RSMD), 17 avril 2013, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>.

11. R. Cooper, « Imperial Liberalism », *The National Interest*, 1^{er} mars 2005, disponible sur : <https://nationalinterest.org>.

12. M. Entine et E. Entina, « De l'ordre libéral à la normalisation des relations internationales », *Mirovaya ekonomika i mezhdunarodnye otnosheniya* 61, n° 12, 2017.

13. L'Union regroupe la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie ; puis l'Arménie et le Kirghizstan à partir de 2015.

construit de façon diamétralement opposée à celle des chancelleries européennes. Alors que l'UE voit dans le mouvement de Maïdan un soulèvement populaire contre un régime illégitime et corrompu, la Russie taxe le renversement du pouvoir à Kiev de coup d'État illégal, à l'encontre de l'ordre constitutionnel ukrainien, déstabilisateur pour la région, et mettant en danger les populations russes et russophones menacées par le nationalisme¹⁴.

Cette analyse au nom d'un ordre s'opposant au chaos, s'applique aussi aux théâtres conflictuels extra-européens. Le discours russe reprend surtout l'exemple de la Libye¹⁵ où le renversement du régime n'a été suivi d'aucune proposition européenne de solution politique viable¹⁶. Les derniers rapports du Club Valdaï soulignent également la divergence d'approches entre la France et l'Italie sur la stabilisation de la région. Une même analyse est appliquée au cas syrien, les Russes déplorant l'incapacité de l'UE à agir en acteur indépendant et souverain, ses actions aboutissant à une déstabilisation sans qu'un projet concret soit proposé pour rétablir l'ordre en « respectant toutes les parties impliquées dans le conflit¹⁷ ».

Les Russes pointent « l'utilitarisme¹⁸ » de l'UE, prenant pour exemple l'accord sur la gestion de la frontière turque en relation avec les migrations, lequel adopte des solutions palliatives sans proposer de vision stratégique globale sur une problématique pourtant largement générée par sa politique extérieure. Pour les Russes, l'impuissance de l'Union résulte de sa dépendance, en matière de sécurité et de défense, de l'Alliance transatlantique, elle-même largement dominée par les États-Unis¹⁹. L'UE est ainsi vue comme une « force inaccomplie²⁰ », incapable de prendre en considération les intérêts que défend la Russie sur la scène internationale, et plus particulièrement dans l'espace postsoviétique.

14. Conférence de presse de Sergueï Lavrov du 8 octobre 2018, disponible sur : <www.mid.ru>.

15. « Allocution du ministre des Affaires étrangères russe devant la 73^e Assemblée générale de l'ONU », UN General Assembly, New York, 2018, disponible sur : <www.mid.ru>

16. M. Soutchkov, « La Russie et l'UE sont-elles capables de collaborer au Moyen-Orient ? », *Carnegie Moscow Center*, 6 mars 2018, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

17. Selon Sergueï Lavrov, « le rôle de la communauté internationale consiste non pas à imposer des recettes toutes faites, mais à créer des conditions dans le cadre desquelles toutes les parties au conflit libyen sauront dialoguer », conférence de presse du 8 octobre 2018.

18. I. Istomin, « Éminences grises ou observateurs impuissants ? États-Unis, Russie et UE au Moyen Orient », Moscou, Club de discussion Valdaï, mai 2016.

19. M. Entine et E. Entina, « L'orientation européenne du projet géopolitique de la Russie : la mesure des erreurs », *op.cit.*

20. I. Istomin, « Éminences grises ou observateurs impuissants ? États-Unis, Russie et UE au Moyen Orient », *op.cit.*

La vision russe de l'ordre international oppose la stabilité des États – y compris lorsqu'ils dévient des idéaux démocratiques promus par l'UE – au « chaos » qui règne dans les régions où l'on exporte la démocratie pour la substituer aux autoritarismes en place²¹. Dans le discours russe, l'UE participe à la diffusion d'un manichéisme dont l'origine est plutôt à rechercher du côté des néoconservateurs américains, et qui divise le monde entre les « bons pro-libéraux » et les « mauvais régimes autoritaires ». Or, pour l'analyse russe, les régions concernées, où les soulèvements populaires n'aboutissent que très rarement à la formation de régimes démocratiques, se retrouvent la plupart du temps dans des guerres civiles, alimentées par les intérêts d'États tiers.

La Russie cherche-t-elle à faire exploser l'UE ?

L'intérêt russe à affaiblir l'UE

Les Russes déplorent que les sujets les concernant soient, dans les instances européennes, politisés et mettent la Russie dans une position de mauvaise élève – droits de l'homme, failles de la démocratie et de l'économie de marché... –, l'UE adoptant, au nom de sa supériorité morale²², une posture d'autorité légitime qui aboutit automatiquement au blocage du dialogue du côté russe. Les sujets touchant aux intérêts mutuels sont donc le plus souvent abordés avec les Européens dans un cadre bilatéral plutôt qu'avec Bruxelles. Or, en privilégiant le dialogue bilatéral avec ses États membres, la Russie renforce les divergences au sein de l'UE.

Le projet Nord Stream 2 est à cet égard particulièrement parlant. Les rapports récents d'experts russes des questions énergétiques pointent plusieurs difficultés dans la gestion du projet, amplifiées dans le cadre du dialogue Russie-UE. Le principal point d'achoppement est la gestion de certains pays tiers dans un projet pourtant soutenu par la Commission européenne²³. D'un point de vue russe, certains pays traditionnellement hostiles à la Russie, à l'instar de la Pologne ou des États baltes, exercent un lobbying systématique pour freiner le projet, pour des raisons beaucoup plus idéologiques qu'économiques. À cela s'ajoute une autre variable : la pression des États-Unis, via le régime des sanctions CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*), qui identifie explicitement le projet Nord Stream 2 comme un danger pour la sécurité énergétique en

21. F. Guénard, *La Démocratie universelle: philosophie d'un modèle politique*, Paris, Seuil, 2016.

22. M. Entine et E. Entina, « De l'ordre libéral à la normalisation des relations internationales », *op. cit.*

23. « Les relations Russie-UE dans le domaine de l'énergie », Rapport conjoint RSMD/DGAP, Moscou, Russian International Affairs Council, 2017.

Europe – ce, en dépit de l'appui que lui apportent l'Allemagne, la Finlande ou la Suisse²⁴. Dans ces conditions, le suivi du dossier par l'UE paraît aux Russes pour le moins aléatoire, ce qui incite Moscou à privilégier les dialogues bilatéraux.

Quant au régime des sanctions et contre-sanctions autour du dossier ukrainien, Moscou et Bruxelles entretiennent un dialogue de sourds basé sur des interprétations diamétralement opposées de la nature même du conflit²⁵. Un blocage illustré par l'application des accords Minsk II de février 2015, les deux parties divergeant sur la hiérarchie de priorité des divers points de l'accord²⁶. Moscou déplore que l'UE n'exerce pas

Un dialogue de sourds avec Bruxelles

une pression suffisante sur le gouvernement de Kiev pour qu'il respecte ses engagements. La version officielle de l'UE accuse, elle, le soutien de la partie russe aux régions rebelles de l'Est, qui expliquerait l'incapacité de Kiev à faire respecter l'accord. Pour Vladimir

Tchizhov, représentant de la Russie auprès de l'UE, certains États européens sont conscients du caractère inextricable de la situation, et « se prononcent contre la prolongation de sanctions qui ne fonctionnent pas ; mais face à eux d'autres États sont catégoriquement contre l'assouplissement du régime des sanctions, et proposent de les durcir pour les rendre efficaces ; l'UE choisissant la voie médiane : un consensus où rien ne change »²⁷.

Dans ces conditions, le soutien des Russes aux forces eurosceptiques constitue une conséquence logique, dans la mesure où elles seules se montrent ouvertes à un dialogue d'égal à égal avec la Russie, sans exigences ni conditions préalables²⁸. L'administration russe estime avoir un intérêt objectif à soutenir ces forces pour créer des conditions plus favorables aux intérêts du Kremlin dans son dialogue avec l'UE.

Le cas du Brexit apporte ainsi un avantage symbolique à Moscou, créant une « chambre à part »²⁹ en Europe pour ceux qui ne font pas partie de l'UE, et instaurant une autre normalité que celle de l'inéluctable

24. V. Belov, « Les perspectives de réalisation du projet Nord Stream 2 », *Institute of Europe RAS* 26, n° 122, 3 juin 2018, disponible sur : <www.instituteofeurope.ru>.

25. *Id.*

26. Z. Fisher et I. Timofeev, « Coopération sélective entre l'UE et la Russie », *op. cit.*

27. Interview du Représentant permanent de la Russie auprès de l'UE, *Rossiia Segodnya*, 25 octobre 2018, disponible sur : <www.mid.ru>.

28. A. Kortunov, « De quelle Europe la Russie a-t-elle besoin ? », *Russian International Affairs Council (RSMC)*, 4 septembre 2018, disponible sur : <<https://russiancouncil.ru>>.

29. A. Baounov, « Une chambre à part. Ce que le Brexit apporte à la Russie », *Carnegie Moscow Center*, 10 avril 2018, disponible sur : <<https://carnegie.ru>>.

acquis communautaire. La Brexit amoindrit l'impact de la vision manichéenne véhiculée par l'UE jusque-là, selon les Russes : celle d'une Europe à deux vitesses, les pays membres et ceux qui vont le devenir, face aux États n'ayant aucune perspective dans le projet européen. Et pourtant le Brexit, ou la perspective d'un éventuel démantèlement de l'UE, impacteraient très négativement les intérêts russes de moyen et long termes.

Les risques liés à un démantèlement de l'UE

L'UE reste le premier partenaire commercial de la Russie, en dépit des sanctions. Le commerce avec l'UE représente 42 % des échanges commerciaux russes en 2017, 40 % des importations russes provenant de l'UE³⁰. Néanmoins, aux yeux de l'UE, la Russie est un partenaire mineur, les principaux exportateurs vers l'UE étant la Chine (20 % des importations) et les États-Unis (14 %), la Russie ne totalisant que 8 % du total des importations de l'UE³¹.

En dépit des sanctions et du « virage à l'est » entrepris par la Russie en 2016 pour souligner un nouvel horizon stratégique, l'UE demeure pour Moscou un partenaire commercial privilégié, et de récents rapports soulignent la non-substituabilité du marché européen par le marché asiatique, notamment en matière énergétique³². Au-delà des critères purement économiques, les Russes partagent, pour nombre d'experts, bien plus de valeurs communes avec l'Europe qu'avec l'Asie, comme en attestent les échanges culturels, scolaires et universitaires. Selon Andrey Kortunov, président du Conseil russe pour les Affaires internationales (RSMD), « la Russie est une part de la civilisation européenne, et à ce titre il n'est pas question de choix, mais de destin que, par définition, l'on ne choisit pas³³ ». L'UE, ajoute-t-il, demeure essentielle dans le processus de modernisation économique et sociale de la Russie, les critères de modernité n'étant pas forcément réunis du côté de l'Asie, ce dont l'administration russe reste consciente en dépit de son rejet formel du modèle occidental. Enfin, le partenariat avec l'UE est essentiel afin que la Russie puisse se prévaloir du statut de grande puissance : malgré son statut retrouvé de puissance militaire, elle ne peut prétendre, sur le long terme, à un rôle majeur dans le monde multipolaire qu'elle valorise tant.

30. A. Zagorskij, « La Russie et l'UE à la croisée des chemins. Les intérêts communs et les divergences », Rapport RSMD, 2016, disponible sur : <http://russiancouncil.ru>.

31. « Le commerce international de biens », Eurostat, disponible sur : <https://ec.europa.eu>

32. « Les relations Russie-UE dans le domaine de l'énergie », *op.cit.*, p. 14-15.

33. A. Kortunov, « De quelle Europe la Russie a-t-elle besoin ? », *op.cit.*

Comme l'atteste l'exemple du projet Nord Stream 2, seule une harmonisation des points de vue au sein de l'UE peut favoriser l'avancement des projets d'envergure auxquels les Russes sont attachés. L'argument vaut à l'égard des sanctions, puisque les divergences internes à l'UE maintiennent un consensus contraint autour du *statu quo*³⁴. L'expérience des deux dernières années montre que les forces eurosceptiques qui agitent en temps électoral l'argument de la levée des sanctions ne sont pas fiables. Aucun des gouvernements issus des élections récentes n'a soulevé la question de la levée des sanctions – le climat antirusse a même empiré, comme en atteste le cas de la Pologne de Jaroslav Kaczynski. Les accords avec des forces eurocentrées sont donc sans doute plus bénéfiques à la Russie sur le long terme.

Moscou a plutôt intérêt à l'unité de l'UE

En dépit de l'absence de stratégie claire sur la relation que devrait développer la Russie avec l'UE³⁵, certains arguments montrent que les Russes n'ont aujourd'hui pas intérêt à ce que cette dernière se disloque. Quant aux sanctions, l'UE demeure bien plus souple que les États-Unis, et est ainsi le principal allié objectif en Occident de la Russie. Du côté de l'élite entrepreneuriale existe une compréhension mutuelle malgré les sanctions, ainsi qu'un intérêt commun au développement des relations commerciales. Enfin, l'UE et la Russie restent reliées par des problématiques communes qu'elles sont contraintes de gérer de manière coordonnée, à l'instar du dossier iranien ou des sanctions américaines ciblées suivant le retrait de Washington de l'accord de Vienne, ou bien encore des questions climatiques, notamment dans le cadre des accords de Paris, où leurs visions demeurent convergentes³⁶.

La préférence russe : une UE forte et indépendante des États-Unis

Selon le ministre russe des Affaires étrangères, «Moscou est intéressée par une UE forte, qui agirait comme acteur pragmatique et prévisible, avec une politique extérieure basée exclusivement sur les intérêts européens et ceux des pays de l'UE³⁷». Les récents débats autour de l'autonomie stratégique européenne semblent *a priori* aller dans ce sens.

34. *Id.*

35. Selon l'analyse de Dmitri Trenin de l'allocution de Vladimir Poutine à la rencontre Valdai 2018 : D. Trenin, «Les questions pour Valdai et au-delà», Russian International Affairs Council (RSMD), 25 octobre 2018, disponible sur : <<https://russiancouncil.ru>>.

36. Z. Fisher et I. Timofeev, «Coopération sélective entre l'UE et la Russie», *op. cit.*, p. 6.

37. Conférence de presse du 8 octobre 2018, disponible sur : <www.mid.ru>.

Néanmoins, la création du Fonds européen de Défense, et la mise en place de la Coopération structurée permanente (ou PESCO) ne remettent nullement en cause l'attachement européen à l'Alliance atlantique³⁸. Malgré l'existence de visions différentes – portées par la France et l'Allemagne notamment – quant à la place et au rôle que l'OTAN devrait jouer dans la sécurité européenne, les Russes voient dans l'état actuel du projet d'autonomie stratégique une consolidation de positions européennes alignées sur celles des États-Unis, autour d'une volonté de dissuasion contre la Russie³⁹. Il reste que l'autonomisation de la défense européenne, y compris partielle, participerait à l'émergence d'un pôle décisionnel distinct de la structure de l'OTAN ; ce projet traduit donc, pour la Russie, une dynamique positive.

Enfin, nombre d'erreurs d'interprétation et de malentendus proviennent des difficultés qu'a la Russie à comprendre la complexité des mécanismes décisionnels de l'Union européenne. Tandis que les Russes pensent, à tort, que certains pays membres sont plus importants que d'autres, ou que les intérêts économiques l'emportent toujours sur les considérations politiques⁴⁰, ils n'arrivent pas à comprendre le langage de l'UE et prennent ses prises de position soit comme un signe de faiblesse, soit comme une marque d'hypocrisie diplomatique. Les Russes préféreraient avoir affaire à une autorité centralisée, de nature fédérale, plutôt qu'à une structure dont les décisions sont souvent dissonantes, si l'on reprend la grille de lecture russe, avec les « intérêts nationaux » des pays membres.

L'argumentaire russe doit évidemment être nuancé et contredit lorsque c'est nécessaire, mais il est primordial, pour les acteurs européens, de comprendre sa logique. Au-delà du caractère paranoïaque du discours anti-occidental russe, il ressort qu'un certain nombre d'invariants structurent logiquement son raisonnement. Les peurs associées à l'élargissement de l'OTAN, et le sentiment d'être à la marge du projet européen, sont en grande part responsables du comportement russe.

Que la Russie ait tort ou raison sur ces points importe peu. L'important est que les Russes raisonnent ainsi ; ce qui explique que les Européens

38. L. Lagneau, « Pour le chef d'état-major des armées, l'autonomie stratégique de l'Union européenne est une "urgence" », *Opex360*, 11 septembre 2018, disponible sur : <www.opex360.com>.

39. D. Danilov, « Les relations Russie-UE dans le domaine de la défense : perspectives et limites », *Institute of Europe RAS* 128, n° 32, 2018, disponible sur : <www.instituteofeurope.ru>

40. A. Kortunov, « Les sept fantômes de la politique russe vis-à-vis de l'UE », *op.cit.*

aient tant de mal à anticiper leurs réactions. Admettre le raisonnement de « l'autre » n'est pas l'approuver. Mais la compréhension permet d'éviter l'effet de surprise que provoque souvent la Russie dans les pays occidentaux⁴¹. Une telle approche donne plus de lucidité, et renvoie les crispations idéologiques au second plan⁴²...



Mots clés

Russie
Union européenne
Ukraine
Sanctions

41. T. Gordadzé, « Faire face à la Russie », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 1, 2017, disponible sur : <www.cairn.info>.

42. D. David, « Vivre avec la Russie », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 1, 2017, disponible sur : <www.cairn.info>.